

9 enseignements sur la « crise »

CONTRIBUTION ADOPTEE PAR LE CONSEIL DE DIRECTION DU 23 JUILLET 2020



Conseil de Développement du Pays Basque
Ipar Euskal Herriko Garapen Kontseilua



TABLE DES MATIERES

PREFACE.....	3
--------------	---

9 ENSEIGNEMENTS

① L'économie réelle requestionnée	6
② Une entrée de plain-pied dans la société du numérique	8
③ Une nouvelle géographie de la proximité et du cadre de vie	10
④ L'alimentation au cœur des préoccupations.....	12
⑤ Le lien social, facteur d'une solidarité renouvelée	14
⑥ Une mobilisation collective autour de vulnérabilités	16
⑦ Une frontière à transcender.....	18
⑧ Une attente de citoyenneté territoriale	19
⑨ Un modèle de développement à ré-orienter	21
POSTFACE	23



PREAMBULE

D'un débat public à un débat « confiné »...

Au printemps 2020, le CDPB envisageait d'organiser des « Débats territoriaux » dans l'ensemble du Pays Basque, afin de mobiliser la parole des habitant·e-s sur la façon de vivre leur territoire. Mais la crise sanitaire est passée par là, avec un confinement de la population dès le 17 mars 2020 et un bouleversement de nos modes de vie. Face à cette situation exceptionnelle, le Bureau et l'équipe du CDPB ont décidé d'ouvrir un espace d'expression – via une enquête en ligne – pour recueillir le vécu, les ressentis, rendre compte des pratiques, des initiatives... mais aussi inviter les participants à être observateurs ce qui était en train de se jouer, à mettre en avant des expériences ou les évolutions sur lesquelles s'appuyer pour l'après crise.

Le CDPB a ainsi pu animer ce débat pendant près de deux mois, en publiant des chroniques relayées par les médias et des articles thématiques sur les initiatives observées durant le confinement.

La précision des 135 témoignages reçus¹ fait apparaître de nombreuses convergences, des constats et des observations largement partagés. Ils permettent de dégager des tendances significatives en dépassant les ressentis liés aux circonstances*.

D'une crise sanitaire à une expérience sociale à grande échelle

La crise sanitaire a généré des souffrances – personnes touchées par le virus, personnel soignant sous tension, personnes âgées isolées, etc. – révélant à la fois nos peurs, nos fragilités, nos limitations, mais aussi nos besoins de contemplation, nos capacités d'adaptation et nos aspirations.

Dans le nouveau rapport au temps et à l'espace imposé par les mesures gouvernementales, la crise a constitué une forme d'expérience sociale à grande échelle. Les modes de vie ont été modifiés dans les sphères familiale, sociale et professionnelle : déplacements limités, réduction voire arrêt de nombreux secteurs économiques, généralisation du télétravail pour les actifs et de l'enseignement à distance pour les jeunes... Ces contraintes ont généré aussi bien des distanciations que des rapprochements sociaux, des déconnexions comme des reconnexions, des pratiques nouvelles comme la redécouverte de pratiques plus anciennes...

De prises de conscience aux attentes de changement

La crise a inmanquablement été un révélateur des inégalités sociales et territoriales, des dysfonctionnements et des incohérences de notre organisation sociale, tant au plan national qu'au plan local.

Elle a été une période de prises de conscience, individuelles et collectives, en questionnant notre rapport :

- à la vie économique et au travail,
- aux lieux de vie, à l'espace et à la nature,
- au lien social et à la solidarité,
- à la citoyenneté et au politique.

¹ CF Note méthodologique p.5



Ce qui a été expérimenté sous contrainte a permis de tester d'autres façons de vivre au quotidien, de nous interroger sur notre modèle de développement, nos modes de vie dans nos territoires et de révéler les changements possibles, souhaitables voire attendus. Des attentes, jusqu'alors sous-jacentes, ont été révélées, et les leviers potentiels de changement restent à identifier.

C'est le travail mené par le CDPB : tirer des enseignements de cette crise sur la base de la parole citoyenne. Ils sont au nombre de 9 et mettent en exergue des questionnements de fond qui se posent au territoire pour (re)dessiner son avenir.

* La dimension ressenti/vécu n'est pas prise en compte dans cette contribution. Pour autant, les réponses à l'enquête montrent combien cette crise a touché profondément chaque habitant, ce qui explique sûrement l'importante participation.

Parmi les ressentis partagés par les participants :

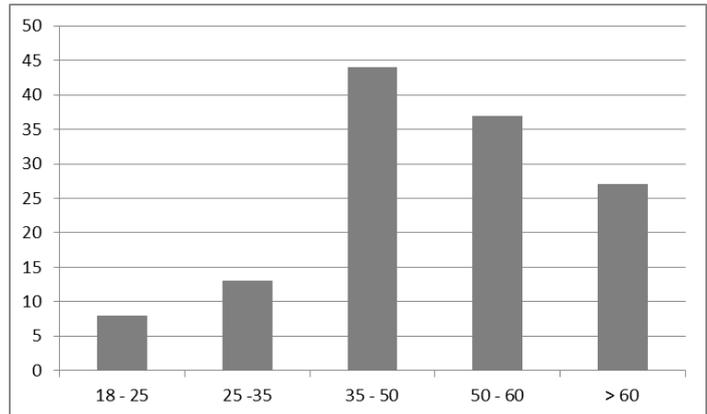
- des comportements irrationnels face à la peur ;
- l'information et les médias qui entretiennent ces peurs, une surmédiation qui apparaît comme une « gestion émotionnelle de masse » ;
- une impression d'inutilité, d'impuissance face à la situation ;
- l'angoisse et l'incertitude, notamment vis à vis de la sortie du confinement : relance économique, crainte qu'aucune leçon ne soit tirée et que « le monde d'après » si souvent convoqué ne soit qu'un mirage ;
- des divergences entre les habitants dans leur perception de la crise et de sa gestion, qui deviennent des sujets de crispation ;
- des mesures liées à la crise qui apparaissent comme des « violences » faites aux libertés individuelles et l'impact sur la vie affective que peut avoir l'éloignement forcé avec les proches ;
- des réactions « fondamentalement désagréables » révélées par la crise : par exemple les délations et le contrôle social mis en œuvre par les habitants entre eux, ou encore l'acceptation massive des mesures de confinement, forme de « servitude volontaire ».



NOTE METHODOLOGIQUE

Quelques éléments sur l'enquête et les répondants

- Une enquête ouverte du **27 mars au 13 mai 2020**, invitant les participants à être « observateurs ».
- **7 questions** posées sur l'activité professionnelle, les relations personnelles (amicales, familiales...), la vie de quartier, les initiatives observées, le regard sur la crise et sur l'avenir (changement attendus en général et sur le territoire...).
- **135 réponses**.
- Age des répondants : de **18 à 80 ans** ; une moyenne de **50 ans**.
- **80% confinés à plusieurs** (couple ou famille) et **20% confinés seuls**.
- **30%** mentionnent un arrêt de leur activité professionnelle, quand **70%** ont poursuivi leur activité (dont **75%** en télétravail)².
- **50% de confinés sur la zone littorale** (Hendaye à Boucau) et **50% à l'intérieur** du territoire (ex. St Pée sur Nivelle, Mendionde, Baigorry, Barcus, Uhart Cize, Mauléon, Garazi, Bardos, Cheraute, Lichans-Sunhar, Gabat, Gotein, Ispoure, Cambo, Larressore, Pagolle, Urt...).
- Une dizaine de « hors territoire » (Béarn, Landes, reste de la France).
- **Professions** représentées très variées : secteur médical, du soin et de l'aide à la personne (hôpital, cliniques, entreprises d'aide à domicile...) ; secteur social et médico-social ; artisans, commerçants, hôteliers ; activités touristiques ; entrepreneurs et salariés du secteur industriel ; fonctionnaires ou salariés de l'administration ; monde agricole ; enseignement ; culture ; secteur associatif ; étudiants ; retraités.
- **Engagements** : **58%** des personnes mentionnent un engagement associatif sur le territoire ; **20** personnes mentionnent un engagement dans la vie économique, **13** dans la vie politique (mandat municipal ou communautaire).



Du traitement des réponses à l'organisation de la contribution

Le traitement de l'enquête a consisté à classer les centaines d'expressions recueillies par thématiques, puis dans une vingtaine d'enjeux repérés et regroupés autour des 9 enseignements qui suivent.

Chaque enseignement est illustré par des verbatim, suivis d'une présentation des enjeux et des principales tendances dégagés de l'enquête, et conclus par un questionnement pour ouvrir vers les défis à relever.

² Ces chiffres sont à mettre en regard d'autres informations :

- dans les cas de poursuite d'activité, il faut garder à l'esprit que les témoignages associés mentionnent souvent leur ralentissement ou leur arrêt partiel (en télétravail ou non) ;
- dans plusieurs cas les répondants ont enrichi leurs réponses personnelles par le récit de la situation d'autres personnes – membres de leurs foyers, amis ou famille dont l'activité a pu se maintenir, ralentir ou s'arrêter.



1. L'économie réelle questionnée

« Depuis le début de confinement les contacts avec la clientèle se sont arrêtés net. Je suis dans l'incapacité de finir certains chantiers à cause des fermetures des vendeurs de matériaux. Et de ce fait mon entreprise est à l'arrêt complet sans pour autant être fermée. »

« Certaines PME ne s'en remettront pas sans aide, comme dans la restauration. Il y aura beaucoup plus de précarité, donc plus de personnes disponibles pour une économie parallèle. Cela va aussi stresser les gens par rapport à l'avenir et certains vont se replier sur eux-mêmes dans une attitude défensive d'accumulation égoïste. »

« Les commerçants de la place Lamothe à Anglet assurent les livraisons et proposent même de l'aide. J'étais une adepte du petit commerce local, je suis encore plus convaincue par ce type de relations commerciales à taille humaine »

« Si je me permets de rêver, j'espère que cette période permettra de reconsidérer à sa juste valeur la notion de temps – peut-être relancer le sujet du revenu universel ? – et de reconsidérer également les salaires des emplois indispensables à notre société : professeurs, service à la personne, soin, métiers de l'alimentaire. »

Réappropriation de l'économie et de ses interdépendances

Bien plus que la crise sanitaire, l'arrêt des partenaires professionnels du quotidien a provoqué le ralentissement ou le gel de bon nombre d'activités, révélant la dépendance des entreprises et des collectivités vis-à-vis de fournisseurs et de prestataires qui apportent des services autrefois gérés en interne – maintenance, logistique, entretien, informatique, gestion.

L'arrêt de quelques maillons de ces chaînes d'activité a ainsi quasi-complètement enrayé la machine économique, rendant ses rouages et leurs interdépendances visibles aux habitants. En période de confinement, chacun a pu mesurer à son échelle à quel point des actes du quotidien impliquent toute une chaîne d'intervenants. Un dépannage à la maison ou une réparation anodine font intervenir différents « agents économiques » : le fournisseur du matériel, l'entreprise de transport qui l'achemine vers l'artisan, lequel interviendra ensuite sur place. Ce qui nous a conduits à nous interroger sur l'économie réelle du territoire, sur notre consommation, sur les produits dépendants du marché européen ou international...

Revalorisation d'une économie locale et d'utilité sociale

La leçon d'économie ne s'est pas arrêtée là. Chacun a pu mesurer l'écart entre l'importance de certains secteurs pour la bonne marche de la société – la santé, l'enseignement, le travail social, le commerce alimentaire, la gestion des déchets – et la tendance à la dévalorisation des métiers concernés. Le « bas de l'échelle » en matière de salaires a été propulsé en haut de l'échelle de l'utilité sociale.

Cet enjeu se pose encore plus fortement après quelques semaines de « déconfinement », qui s'apparentent à un retour à la situation précédente. L'exemple le plus frappant est



celui du secteur de la santé et du soin, particulièrement mis en lumière pendant la crise du Covid-19 : il se mobilise aujourd'hui pour que les applaudissements et la reconnaissance exprimés depuis nos fenêtres ne soient pas oubliés, et soient moteurs d'une transformation structurelle de long terme.

Comment revisiter le modèle économique du Pays Basque et réduire sa dépendance extérieure ?

Comment revaloriser et renforcer une économie de services à forte utilité sociale ?

Comment impliquer acteurs et habitant-e-s dans le partage de ce projet économique de territoire ?



2. Une entrée de plain-pied dans la société du numérique

« Télécommunication avec la famille : échanges téléphoniques avec la génération grands-parents et parent, réseaux sociaux entre frère et sœur, visio avec enfant dont je n'ai pas la garde. Échange de mails pour la partie professionnelle ».

« Ce ne sont bien évidemment pas les mêmes conditions que sur son lieu de travail. Nous sommes moins efficaces et moins bien installés. Il n'est pas facile d'improviser un bureau dans son domicile... Mais les nouvelles technologies nous permettent d'assurer la "continuité de service", et de rester connectés avec notre réseau professionnel. »

« Le télétravail pourra trouver une place qui ne lui était pas autorisée et le Web profiter encore plus de sa virtualité. »

« J'ai pu observer que nous n'étions pas logés à la même enseigne en terme de réseau, fibre et donc d'accès à internet... ce qui me paraît une injustice numérique à dénoncer. Concrètement, un de mes stagiaires vivant à Uhart-Cize ne peut pas suivre la formation comme un autre stagiaire vivant à Biarritz ou à Bayonne... »

Les nouvelles fractures numériques

Dans le cadre professionnel comme dans le cadre personnel, la crise a donné un coup d'accélérateur aux pratiques numériques. Souvent unique moyen de conserver des liens à distance, les outils numériques sont devenus essentiels tant pour le fonctionnement des entreprises que pour les échanges familiaux ou amicaux. Bon nombre d'habitants ont découvert le panel de possibilités offert par ces outils, et ont pu en découvrir les atouts comme les limites...

L'expérience a mis en évidence des aspects positifs : les déplacements domicile-travail ont été quasiment abolis, permettant un gain de temps et parfois de qualité de vie (apaisement sonore des lieux débarrassés des voitures). Le numérique permet aussi une réorganisation plus efficace du travail collectif en réduisant par exemple les temps de réunions. Mais le monde numérique dans lequel nous avons été plongés a aussi révélé ses limites : les inégalités sociales et culturelles face aux nouvelles pratiques et une fracture numérique entre les territoires. L'isolement a ainsi été renforcé pour celles et ceux qui n'ont pas accès matériellement à ces outils, ou qui n'en maîtriseraient pas l'utilisation. Dans la sphère professionnelle, le numérique peut aussi isoler des collaborateurs, être source de stress ou d'affaiblissement du dialogue au sein des entreprises.

Télé-travail : l'avènement d'un autre rapport au travail

Chacun a vécu différemment le télétravail : certains y ont vu la condition nécessaire à la préservation de leur santé, quand d'autres l'ont perçu comme une atteinte à leur liberté de déplacement. Il a aussi permis à chacun de redéfinir la place laissée au travail dans son quotidien. Pour certains, la pression quotidienne vécue au travail s'est relâchée (« des



employés se sont taillés »), pour d'autres au contraire elle a été renforcée par le travail à distance, le besoin de rendre des comptes, d'assurer un suivi précis des activités ou de répondre aux urgences de la situation (« des cadres des collectivités hypermobilisés »)...

Dans tous les cas, ce télétravail « forcé » a mis en exergue les difficultés à concilier et à articuler sphères professionnelle et privée, notamment pour les femmes : la difficulté de télétravailler à la maison tout en devant s'occuper des enfants, tâche qui peine encore à être équitablement partagée. Si la pratique du télé-travail doit se généraliser, elle devra s'accompagner d'un ensemble de réflexions et de solutions nouvelles, en termes d'équipement pour chaque actif ou d'espaces relais – comme les tiers lieux – pour offrir une alternative au seul « travail à la maison ».

Des mutations à se saisir collectivement

Intégrer le numérique à tous nos modes de vie et à nos organisations nécessite un accompagnement et une prise en charge collective :

- des individus d'une part, à former pour ne pas les voir subir la fracture numérique ;
- des organisations du territoire (entreprises, collectivités...) d'autre part, à sensibiliser aux pratiques numériques vertueuses et à accompagner vers l'évolution de leur gestion des ressources humaines, du management du télétravail ;
- et enfin de l'aménagement du territoire et de la gestion collective des infrastructures et équipements, de manière à faire de l'évolution numérique un levier de développement plutôt qu'un renforcement des fractures.

Le numérique peut être une chance pour « vivre et travailler » depuis son lieu de résidence, réduire l'empreinte écologique et le coût social de déplacements inutiles. Une invitation à s'en saisir pour valoriser l'ensemble du territoire. Les enquêtes nationales montrent cet attrait renouvelé vers des territoires situés en lointaine banlieue ou à une heure des grandes métropoles... Le Pays Basque est lui aussi bien repéré comme un territoire où il serait agréable de télétravailler.

Comment aménager le Pays Basque pour en faire un cadre de vie connecté et de qualité, où il est partout possible de vivre et de travailler ?
Saura-t-on maîtriser cette attractivité supplémentaire et son effet attendu sur un marché du logement, déjà extrêmement tendu par l'arrivée constante de nouvelles populations ?
Comment penser une organisation collective du télétravail avec l'ensemble des organisations employeuses, publiques et privées, et l'appréhender en termes de formation ?
Quel dialogue social pour réinventer ces nouveaux modes de travail et renouveler le sens du travail (présentiel / distanciel, collectif/individuel, ancrage local...)?



3. Une nouvelle géographie de la proximité et du cadre de vie

« Aujourd'hui on peut se promener avec de jeunes enfants sans risque de se faire heurter par une voiture qui roule trop vite. A la campagne, pas de trottoir, donc même les trajets courts sont effectués en voiture pour des questions de sécurité... Idem pour le vélo, on n'est plus obligé d'aller dans un chemin interdit aux voitures... »

« Le village semble encore plus désert qu'avant la crise sanitaire. »

« Personnellement, je suis privilégiée dans mon confinement car je vis dans une grande maison avec un jardin nourricier, mais je pense à tous ceux qui n'ont pas ma chance et qui résident dans de tous petits appartements. »

« J'arpente les espaces de la trame verte et bleue (...), j'y découvre des lieux que je n'imaginai pas : cours d'eau cachés, zones humides, terrains agricoles de l'agglomération, animaux, patrimoine abandonné : moulins, château, palombières... »

De nouveaux paysages ruraux et urbains

En imposant une limite de déplacement d'un kilomètre pendant deux mois, la crise a forcé les habitants à (re)découvrir l'environnement immédiat de leur lieu de vie. Libérés de la voiture, ces espaces ont changé : moins de bruit et d'insécurité routière, nouvelle occupation de l'espace à pied et à vélo. L'environnement immédiat s'est transformé en espace de loisirs, de pratique sportive, d'échanges amicaux. Les modes de déplacement doux ont pu s'imposer et ont eu l'espace suffisant pour le faire. La présence de la nature a été mise en exergue par l'arrêt des nuisances qui la masquaient, comme le chant des oiseaux libérés de la pollution sonore, et beaucoup d'habitants ont pris conscience de l'importance de ce « patrimoine naturel de proximité », un facteur clé du cadre de vie.

Des « quartiers dortoirs » se sont transformés en véritables lieux de vie et d'interconnaissance entre voisins – y compris avec les nouveaux habitants. A l'inverse, des centres-villes animés sont devenus des espaces fantomatiques, révélant le manque de nature dans un urbanisme très minéral. La qualité du tissu commercial de grande proximité – supérette, tabac/presse, pharmacie – a donné aussi une autre vie à certains quartiers plutôt bien pourvus, tandis que d'autres devenaient plus déserts.

L'importance des modes de vie dans l'hyperproximité

L'espace de proximité, public ou privé, celui du quartier, est devenu un espace de vie essentiel que les habitants ont pu s'approprier, en mettant en évidence la difficulté de le faire « en temps normal » quand la voiture s'impose dans tous nos déplacements. C'est toute la géographie du territoire qui a été redessinée. Le retour de la voiture après le confinement a révélé la pauvreté de l'aménagement de proximité que les habitants avaient ré-occupé durant deux mois : insuffisance des trottoirs, des espaces verts, de la place pour les piétons, de « réelles » pistes cyclables...



L'enquête a révélé cette envie de vivre et de se déplacer différemment, à pied et à vélo. Saurons-nous rebondir sur cette « révolution des mobilités » pour en faire un levier majeur des politiques urbaines ? Les pouvoirs publics sont invités porter une attention nouvelle à ces espaces de proximité : la qualité de leur organisation, de leur tissu de commerces et de services, des voies de circulations douces, de la place de la nature, etc.

L'habitat en milieu urbain et rural en question

Soulignant le privilège de disposer de jardins, beaucoup de réponses mettent aussi en évidence les « petites inégalités » de logement qui se sont exacerbées avec la crise. Beaucoup des témoignages reçus s'inquiètent de la situation des familles moins bien logées, plus nombreuses, confinées dans de plus petits espaces de vie dépourvus de jardins.

Jusqu'à revaloriser les espaces périurbains lointains, et dévaloriser les centres ville? Les réponses à l'enquête ne semblent pas relayer avec la même force l'analyse hexagonale du besoin de certains urbains de migrer vers « la campagne » pour échapper à leurs appartements citadins.

Pour autant, de nombreux participants à l'enquête évoquent la nécessité de rééquilibrages entre territoires ruraux et urbains. Le territoire aurait à gagner à analyser l'imaginaire des urbains du Pays Basque sur le monde rural tout comme la perception des ruraux quant à l'évolution de leur territoire. Et ainsi, redessiner les conditions de réussite de nouvelles complémentarités et de nouvelles façons d'habiter les territoires, sans tomber dans les travers de l'étalement urbain ou de la désertification de quartiers urbains...

Comment repenser le développement rural et urbain, en phase avec de nouvelles attentes sociétales ?

Comment faire de l'hyperproximité un enjeu majeur des politiques d'aménagement ?

Comment urbaniser le plus qualitativement possible les zones d'habitat pour en faire des espaces apaisés, plus favorables au « vivre ensemble », à un mode de vie plus écologique ?

Comment redoubler d'attention sur la production de logement, tant en termes d'accessibilité économique que de qualité de vie ?

Comment rebondir sur la « révolution des mobilités » durant le confinement pour en faire un levier majeur des politiques urbaines ?



4. L'alimentation au cœur des préoccupations

« J'espère une prise de conscience que nous avons tout ce qu'il faut autour de chez nous pour se nourrir, si on s'en donne les moyens. Malheureusement je crois que dans quelques mois les gens ne prendront plus le temps et se jetteront à nouveau sur les solutions de facilité. »

« Je suis ravie de voir la mobilisation auprès des producteurs locaux, qui ont pu écouler avec une étonnante facilité auprès des particuliers les produits destinés normalement aux restaurateurs, via les réseaux sociaux. »

« Des paysan-ne-s de l'intérieur du pays s'organisent pour ravitailler des clients sur la côte. Et ça marche plutôt très bien grâce au dynamisme des un-e-s et à la prise de conscience des autres qui génère aussi des réflexes solidaires. »

« J'ai été émerveillé par la réactivité des producteurs locaux pour le lancement du site internet Lekukoa et du travail collaboratif qu'ils ont su mettre en place »

Des modes de consommation locale plébiscités

Face à un mode de vie bouleversé par les restrictions de déplacement, face à des supermarchés dévalisés au cours des premières semaines de confinement, beaucoup d'habitants du Pays Basque ont dû adapter leurs modes de consommation. Si certains se sont tournés, à défaut ou par habitude, vers le drive ou la livraison en supermarché, d'autres ont souhaité privilégier les commerces de proximité et les producteurs locaux. Avec la fermeture des restaurants, les producteurs locaux ont quant à eux perdu une grande part de leur clientèle et se sont tournés vers les consommateurs locaux en développant les circuits courts.

Jamais les producteurs n'ont été aussi sollicités. Couverture médiatique, réseaux sociaux, communication institutionnelle... L'accès à l'information a été grandement facilitée et des outils de mutualisation ont été créés : plateforme Lekukoa, cartographie des ventes directes à la ferme, montée en puissance des livraisons de paniers fermiers, implication de municipalités pour organiser la commande et la distribution.

Des circuits courts à rendre plus accessibles

La crise a favorisé ces rapprochements entre producteurs et consommateurs. Les outils mis en place ont montré leur intérêt mais aussi leurs limites techniques. Leur structuration ne semble pas encore suffisante pour avoir un réel impact et certains consommateurs peinent à trouver les produits, quand certains producteurs peinent à trouver leurs clients. Des écarts sont ainsi apparus entre les habitants qui disposaient de réseaux alimentaires de proximité – à leur initiative, réseaux préexistants ou créés à l'occasion du confinement – et ceux qui malgré leurs recherches n'ont pas pu en trouver. D'autres consommateurs ont regretté des limites techniques dans les commandes en ligne : devoir contacter directement un producteur par téléphone ou par mail, ou encore trouver une offre



concentrée sur la viande et les produits laitiers... La crise a aussi révélé le surplus de viande locale à écouler et le manque de fruits et de légumes produits en Pays Basque.

Les inégalités territoriales dans l'accès à une alimentation locale de qualité ont ainsi été exacerbées. La crise économique et la baisse du pouvoir d'achat annoncées devraient encore aggraver les inégalités alimentaires : les habitants qui en auront les moyens pourront privilégier des produits locaux et de qualité, hors de portée des ménages les plus fragiles économiquement. Face à ces enjeux, les micro-réseaux alimentaires peuvent constituer une solution globale et efficace, à condition qu'ils ne restent pas limités aux consommateurs déjà sensibilisés. Ils gagneront en efficacité à mesure que leur structuration leur permettra de toucher une clientèle bien plus large.

Si la période de confinement a permis d'activer les circuits courts, s'est-elle accompagnée d'une conscientisation durable des consommateurs et de l'identification des freins à leur développement ?

Comment le territoire peut-il accompagner ce mouvement et franchir un cap plus important, vers une organisation à grande échelle de la distribution des produits locaux au plus grand nombre ?



5. Le lien social, facteur d'une solidarité renouvelée

« Vivant dans un village à proximité de Bayonne, nous voyons beaucoup de personnes que nous ne croisons jamais, et qui se promènent tous les jours sur la route devant chez nous... »

« Les idées de solidarité étaient largement reléguées au second plan, voire souvent stigmatisées. La profondeur des inégalités, le besoin de liens sociaux étaient oubliés. »

« On ne vit plus dans la commune mais dans le quartier proche. On revient au "temps d'avant", où le voisin avait une place très importante. »

« La solidarité en Pays Basque n'est pas un vain mot. Elle s'exprime en ce moment. Habiter et bien vivre au Pays Basque, quelles que soient les générations, doit être au cœur des réflexions. Le logement est à la base des soucis de bon nombre de jeunes et de moins jeunes. Ce thème-là doit rester prioritaire pour les mois et les années à venir. »

Tous voisins – voisines !

Traversant la même crise au même endroit, chacun a vécu parmi ses voisins au lieu de seulement les croiser. Pendant plusieurs semaines, celles et ceux qui vivent à quelques rues de nous, dans notre résidence, de l'autre côté du jardin, étaient les personnes les plus accessibles, voire les seules à l'être. Les sorties quotidiennes ont été l'occasion de les rencontrer en se saluant et en discutant spontanément. Le confinement a parfois permis de découvrir de nouveaux habitants, jusqu'alors inconnus, et de les intégrer à la vie des quartiers. De découvrir aussi les difficultés rencontrées par des voisins ou par leur propre entourage. La confrontation à la vie de l'autre nous a permis de passer d'une cohabitation polie, dans « la vie d'avant », à la création de nouveaux liens, à plus d'attention pour l'autre.

Des liens faibles vecteurs de solidarité

A la faveur de ces prises de conscience, des solidarités spontanées entre voisins se sont créées ou renforcées, et ces « liens faibles ont été rendus visibles » : aide aux courses, échanges de services... Une réinvention du rapport « à son premier voisin »... ?

Dans certains cas, ces solidarités interpersonnelles ont pu passer un cap et s'organiser à l'échelle collective du quartier ou de la résidence. De nouveaux « communs » se sont développés, comme les courses groupées ou les travaux collectifs d'entretien du village proposés dans certaines communes. Des réseaux de voisinage disponibles, attentifs, peuvent laisser imaginer une autre organisation sociale à l'échelle des quartiers et plus globalement de la société. L'attention collective aux plus âgés conforte par exemple l'idée du maintien à domicile ou de formes alternatives au placement en EHPAD (perçu comme le lieu d'enfermement de nos aînés pendant la crise). Il en est de même pour les personnes vivant en situation de précarité sociale ou économique.



Comment mieux organiser ces solidarités du quotidien et les faire perdurer ?
Comment redonner sens au quartier, au voisinage ?
Comment mobiliser le « capital social », les compétences, les savoir-faire, les initiatives au plus près des habitants ?
Comment soutenir les initiatives citoyennes et trouver de nouvelles coopérations avec les professionnels et les institutions.



6. Une mobilisation collective autour de vulnérabilités

« Les situations de violences intrafamiliales – pas toujours physiques, souvent aussi psychologiques – les situations d'enfants en grande difficulté, continuent d'être vécues dans un cadre confiné encore plus insécurisant. Des personnes qui tenaient au travers de quelques liens sociaux ou d'un travail ont craqué, certaines sont hospitalisées. Nous échangeons beaucoup entre partenaires et sommes très inquiets de la situation. »

« Quid des familles manquant de place/d'espace, de connexion internet, de matériel informatique et/ou de consommables, de compétences informatiques ou de connaissances, ceux qui sont intérimaires, en CDD, au chômage, en fin de droits, qui se demandent si les revenus vont être pérennisés ? »

Des situations rendues visibles, d'autres toujours invisibles

Le pendant négatif de l'hyper-proximité et du repli autour de la sphère domestique est le renforcement des situations de détresse et de violence présentes, et le renforcement de leur invisibilisation. Enfants et femmes victimes de violences familiales, mais aussi personnes en situation de souffrance psychologique, que la crise a encore plus éloignés de nos regards et des services sociaux et de médiation. Il en est de même dans le monde du travail, où le manque de dialogue social pendant la crise a isolé encore plus certains salariés déjà mis en difficulté.

D'un autre côté, la crise a permis de rendre plus visibles d'autres situations de précarité économique et sociale, comme celle des SDF – dont la présence au cœur des centres-villes était plus marquante, les migrants, les foyers dépendants de l'aide alimentaire... Les associations et les collectivités ont également bénéficié d'une mobilisation rapide et massive des habitant·e·s, jusqu'à vraisemblablement couvrir les besoins du moment. Parfois dans l'ombre, les acteurs sociaux et les associations socio-culturelles ont poursuivi leur travail et transformé leurs activités, pour maintenir l'accompagnement des habitant·e·s et familles de leur quartier.

Ce bénévolat spontané est un signe d'espoir, il atteste de la capacité des habitants à se mobiliser, au-delà de l'échelle de proximité, lorsqu'une urgence se fait jour. Sans doute le territoire a-t-il mieux pris en charge ces réalités car elles ont été rendues plus visibles dans le quotidien des habitant·e·s (cf. chapitre 5). Si ce « capital social » est mobilisé et organisé, sans doute la société est-elle prête à aller plus loin encore ?

Les femmes en première ligne

La situation des femmes est paradoxale : ultra majoritaires dans les métiers dits « de première ligne » – métiers du soin, caissières, aides à domicile et femmes de ménage... – elles ont été mises en avant pendant la crise. Pour autant, elles sont aussi les victimes des violences domestiques dont la visibilité et la dénonciation ont pu être entravées pendant la crise, malgré les dispositifs mis en place. Les associations de soutien aux femmes ont vu leur activité décroître fortement. Elles anticipent un rebond au déconfinement, lorsque les difficultés ressurgiront avec une autre intensité. Enfin, la crise économique risque de toucher plus particulièrement les femmes, un impact dont la mesure et la mise en lumière seront nécessaires.



Le spectre du chômage

Dès le début de la période de confinement, les inquiétudes ont été fortes pour de nombreux salariés et entreprises, rapidement menacés de tomber dans la précarité selon la durée de la crise et les conditions de la reprise économique. Jobs d'été suspendus, périodes d'essai interrompues, licenciements attendus... les personnes déjà vulnérables économiquement sont et resteront « en première ligne » face à une crise économique qui s'annonce durable. L'accélération de la précarisation fait partie des prises de conscience de cette crise, tout comme la mise en lumière des situations de précarité déjà existantes.

Comment rendre visibles toutes les vulnérabilités, les détecter, mesurer leur ampleur ?
Comment s'en saisir collectivement ?
Comment passer de la solidarité sectorielle et ponctuelle à une prise en charge collective et dans la durée, associant collectivités publiques, monde associatif et habitants ?



7. Une frontière à transcender

« Les relations amicales transfrontalières très fréquentes à Hendaye, Irun, Hondarribia sont impossibles pour les résidents que nous sommes. »

« Je suis en couple binational. Mon ami vit de l'autre côté des Pyrénées, je ne l'ai pas vu depuis début mars et nous redoutons que le temps soit long encore avant que nous puissions nous revoir. Je connais plusieurs couples dans la même situation. C'est une vraie violence à l'égard des personnes »

« A Hendaye et dans la baie de Txingudi, tout d'un coup, comme aux pires époques du Franquisme, le passage de la Frontière est fermé aux personnes, pas aux marchandises, sur l'autoroute, les camions quelle que soit leur provenance passent sans entrave. »

« Le bassin de vie que représente Txingudi, se trouve paralysé et il semble que le déconfinement ne le rétablira pas. »

Le retour de la « frontière »

Dans le contexte d'état d'urgence sanitaire, les Etats qu'elles séparent ont réactivé leurs frontières de manière à préserver leurs territoires nationaux. Cette crise a remis en avant le caractère frontalier du Pays Basque : la limite inter-étatique s'est réimposée au territoire de vie transfrontalier, et la frontière qui agissait comme une « couture » rassemblant les territoires frontaliers est devenue une « coupure » entre eux. Une frontière à deux vitesses : allègrement franchie pour le transport des marchandises, elle rendait si difficile le passage des personnes, habitants ou travailleurs transfrontaliers...

Un territoire transfrontalier mis entre parenthèses

Alors que la limitation des déplacements a rapproché les habitants de leur environnement proche, ce fut l'inverse pour ceux qui vivent dans le même espace de vie transfrontalier, comme dans le territoire de Txingudi, entre Hendaye et Irun, et plus largement dans l'espace de « l'Euro-cité » entre Bayonne et Donostia / San Sebastián.

L'enquête révèle que cette coupure a été vécue avec violence. Le sentiment des habitants vivant de part et d'autre de la Bidassoa est celui de la négation soudaine de la réalité locale transfrontalière. Pas de laisser-passer pour traverser, points d'entrée fermés, itinéraire contraints... Des entreprises ont dû se priver d'activités et de débouchés transfrontaliers qui auraient pu limiter les effets de la crise. Le déplacement des travailleurs transfrontaliers a été rendu très difficile voire impossible. Des couples et des familles ont été séparés. Une situation qui s'est prolongée après le confinement en France, comme le soulignent les témoignages.

Comment aller plus loin dans la reconnaissance du territoire transfrontalier, comme bassin de vie, comme territoire de projet, et comme espace de politiques publiques spécifiques ?



8. Une attente de citoyenneté territoriale

« Les institutions politiques ont extrêmement mal réagi face à la pandémie. Première intervention visant à minimiser et à rassurer sur l'absence d'informations fiables et, dans un deuxième temps, un virage en tête d'épingle : le danger est partout, inconnu et la responsabilité de la gestion est transférée sur les citoyens en tant qu'individus. [...] Si les politiques, et plus particulièrement les dirigeants actuels, faisaient fi de la défiance que nourrissait à leur égard une part non négligeable de la population française, aujourd'hui il semble que c'est une remise en cause de leur légitimité à laquelle ils vont devoir se confronter. »

« Des enseignements très différents peuvent être tirés de ce moment. J'espère qu'en ressortira une réhabilitation de la solidarité, une réflexion pour savoir comment faire société ensemble. Mais d'autres pousseront pour une fermeture des frontières, un chacun pour soi, l'exacerbation des racismes et autres discriminations... C'est un vrai débat de société qu'il y aura à conduire et qui ne devra pas se mener qu'entre représentants d'élites partageant des conditions de vie si différentes de beaucoup d'autres. »

« On devrait avoir davantage recours à l'initiative populaire, avec un encouragement, une ouverture portée officiellement par les élus. Je ne parle pas de ce qui existe et qui fonctionne, mais de ce qui n'existait pas et qui se met à fonctionner. Comment créer l'impulsion de l'initiative ? Nous avons là, en période de crise, l'opportunité d'intégrer des pans entiers de population non encore engagés dans l'action collective locale. »

« Il faudrait soutenir des projets de proximité prenant en compte en priorité les aspects environnementaux et sociaux de ces futurs acteurs économiques. Avoir une réflexion plus globale sur le Pays Basque 2030-2050 sur les différents aspects environnementaux, sociaux, démocratiques et économiques en ouvrant beaucoup plus le champ des possibles et en ne se retrouvant pas uniquement avec toujours les mêmes associations ou militants... »

« Je pense que l'homme reprendra ses habitudes, et que malheureusement nous retrouverons un monde comme avant. »

Verticalité et centralisme contestés

Pendant plusieurs semaines, l'inquiétude sanitaire a placé l'expertise scientifique au premier plan, prenant même le pas sur les décisions politiques. Assisterait-t-on à l'accélération d'une « société du savoir et de l'information », où chaque citoyen développe sa propre expertise, s'approprie de multiples points de vue, voire construit ses propres informations ? Certains témoignages partagent des idées véhiculées dans les médias, des discours experts que les participants se sont appropriés ; d'autres témoignent de leur perte de confiance dans les canaux classiques d'information, des risques de manipulation, et prônent la multiplication des sources.

Autant de dynamiques qui ont participé à la remise en question du discours politique, phénomène marquant du Covid-19, à une perte de confiance ou à la prise de conscience d'une déconnexion entre ce discours politique et la réalité de l'action. La verticalité a été mise à mal, les limites de la technocratie ont été rendues palpables. L'enquête met ainsi en lumière le peu d'espoir dans une prise de conscience des dirigeants et dans une inflexion des politiques, à l'échelle nationale et internationale. Parlera-t-on réellement d'un avant et



d'un après confinement ? Le retour à la situation précédente, à plus ou moins court terme, est attendu sans grande illusion.

Le local plébiscité

En temps de crise et face à des injonctions contradictoires, les habitants ont eu l'impression d'avoir été « infantilisés » ou livrés à eux-mêmes et de devoir se débrouiller seuls. Ce qu'ils ont d'ailleurs fait en multipliant les initiatives spontanées – comme la conception de masques – plutôt que d'attendre des directives successives, bien souvent contradictoires. Les initiatives locales cristallisent les espoirs des participants à l'enquête, en particulier après avoir été impressionnés par leur réactivité pendant la crise – rapidité de mise en place des circuits courts, des fabrications et distributions de masques, de la mobilisation associative... –, bien que là aussi les réalités diffèrent suivant les communes.

Ainsi, l'échelon local et même communal est largement mis en avant par les participants à l'enquête. L'engagement des élus communaux pendant la crise est salué, à la fois pour le soutien aux différentes initiatives nées sur le territoire et pour leur rôle de relais d'informations au plus près des habitants. Les changements bénéfiques pour le « monde d'après » semblent bien plus envisageables à cet échelon qu'au niveau national ou international, où le pessimisme est de mise.

L'attente d'une démocratie collaborative et horizontale

Cette mobilisation de l'action citoyenne, « bricolée » en temps de crise, gagnerait à être pérennisée et organisée : ce qui implique le rôle important des collectivités locales dans le soutien aux initiatives vertueuses. Pour autant, le renforcement de la décision locale n'est pas attendu sans conditions. D'après les réponses à l'enquête, la participation citoyenne gagnerait à être amplifiée et à dépasser le cercle des « habitués de la participation » : de nouveaux espaces à ouvrir ou des dispositifs à repenser ? En outre, un pouvoir local plus fort devrait s'accompagner d'une plus grande horizontalité et d'un renforcement de la collaboration entre les acteurs territoriaux qui ont tous leur part à prendre : tissu associatif, citoyens-acteurs, initiatives privées et élus... Les témoignages montrent l'attente d'une prise de responsabilité citoyenne : dépasser la réflexion pour être associé aux décisions et aux actions concrètes.

Comment aller plus loin en terme de démocratie locale et de co-construction avec les habitant-e-s pour mobiliser toute la société du territoire ?

Comment inclure d'autres cercles de citoyens sur un territoire à forte mobilisation sociale ?

Comment impliquer les « nouveaux habitants » autour des valeurs du territoire ?



9. Un modèle de développement à ré-orienter

« (...) voir moins de voitures (pour préserver les poumons de chacun sur le long terme), pouvoir continuer à entendre les oiseaux, ne voir que quelques rares écobuages maîtrisés comme il faut, voir se développer des initiatives favorables à une autonomie alimentaire sur le territoire accessible à tous les budgets, assister à une prise de conscience de l'importance de se réappropriier le territoire, de l'importance de laisser des zones couvertes de végétation spontanée – faire comprendre à tous que ce n'est pas "sale" – revoir des poissons dans les rivières...»

« Un projet de résilience territoriale permettrait de capitaliser les changements positifs vécus sur le territoire et de les transformer en actions pérennes. »

« J'espère que, lorsqu'on parlera projet de développement en Pays Basque, on parlera comme par le passé économie, culture, qu'on continuera à parler environnement, un enjeu majeur. Mais qu'on comprendra enfin qu'on a beaucoup délaissé dans les débats les questions de solidarité, de cohésion sociale, élément déterminant d'un développement territorial. »

« Et on se prend à imaginer que les comportements seront plus humains quand la situation redeviendra normale. Enfin, on veut y croire... »

Des transitions à accélérer

L'enquête fait état d'une prise de conscience générale des dérives liées à nos modes de vie, mises en évidence par le risque sanitaire, sa diffusion planétaire, et les expériences vécues en confinement. L'impression dominante : l'ordre logique des priorités n'était plus respecté et la crise les a pour un temps remises à l'endroit. On identifie à nouveau des besoins essentiels à placer au cœur de nos préoccupations comme la santé, l'alimentation, les solidarités, plutôt que la surconsommation ou la recherche de profit.

Sur la question du développement, les participants à l'enquête insistent sur la nécessité de questionner tous nos modèles : nos façons de produire et de consommer, de nous déplacer, d'habiter, de gérer notre patrimoine naturel, de prendre en charge les plus vulnérables, de créer de l'emploi local, de réduire nos dépendances économiques, financières, énergétiques, de développer le tourisme, etc. C'est une invitation à accélérer toutes les transitions à l'œuvre, en les prenant en charge collectivement, en y associant les citoyen·ne·s.

Une (re)territorialisation de l'économie à engager

Comme on a pu l'observer, la crise sanitaire aura permis une certaine réappropriation de la question économique, d'autant plus essentielle au débat collectif que sa relance est devenue le premier sujet de préoccupation « post-confinement » – bien avant les questions sanitaires – et devrait le rester. Réplique de la crise sanitaire, la crise économique creusera



sans doute encore plus les inégalités. On pressent ainsi des répercussions à long terme, en particulier dans les habitudes de consommation des ménages : perte prévisible de pouvoir d'achat pour de nombreux habitants, inquiétude face à l'avenir qui conduira à privilégier l'épargne...

Pour anticiper ces risques, les participants à l'enquête invitent à appréhender sous un nouveau jour les secteurs stratégiques pour le territoire, les finalités du modèle économique local, les chaînes de valeur à relocaliser et sur lesquelles gagner en autonomie. La reterritorialisation de l'économie concerne l'agriculture et l'alimentation, sans oublier l'industrie, l'artisanat, les services... Elle réinterroge la nature de la production, des activités, d'un tourisme plus vertueux, d'une économie « résidentielle » au service des besoins essentiels. Elle passe enfin par une économie de proximité préservée, équilibrée dans l'ensemble du territoire, dans toutes ses composantes.

Un « autre territoire » est possible ?

Un changement profond des modes de vie est espéré, ainsi que l'émergence d'un territoire plus résilient. Pour autant ces espoirs sont quasi systématiquement considérés comme irréalistes, en tout cas aux échelons nationaux ou internationaux. On s'attend à un retour au « monde d'avant » plutôt qu'à une mise en pratique des enseignements liés à la crise sanitaire. Certains participants voudraient croire aux changements mais en doutent, d'autres ne se bercent pas d'illusions. Le débat se situe plutôt sur la rapidité avec laquelle les habitudes reviendront en matière de surconsommation, de recours systématique à la voiture ou de relégation de la solidarité.

Les espoirs les plus solides résident dans l'intervention locale et dans un meilleur équilibre entre toutes les activités et les territoires. Une concentration des initiatives de promotion de circuits courts alimentaires sur l'agglomération côtière a été évoquée et déplorée, de même qu'une attente de rééquilibrage de l'activité touristique dans l'ensemble du territoire plutôt que sa concentration sur la côte. La résilience du territoire est à penser à toutes les échelles, en évitant les concentrations et les trop grandes spécialisations, en construisant ou en préservant les systèmes économiques à l'échelle des bassins de vie.

Comment relocaliser certaines activités et fonctions économiques ?

Comment accélérer l'émergence d'une nouvelle économie de la transition, de nouvelles filières circulaires ?

Comment accompagner l'évolution des modes de vie et de consommations favorable à cette nouvelle économie ?



POSTFACE

L'enquête menée par le CDPB n'avait pas pour intention de produire une étude à caractère scientifique ou sociologique. Il s'agissait en premier lieu d'un témoignage collectif à un moment particulier : une « **mémoire de crise** » qui pourrait servir de référence ou de point de comparaison pour de futures réflexions... La richesse du matériau a amené le CDPB à pousser l'analyse plus loin, à tirer les fils pour identifier des tendances, des évolutions explicites et parfois des « signaux faibles » qui témoignent aussi d'attentes plus profondes et porteuses de possibles mutations.

Bien entendu, les réflexions des citoyen·ne·s qui se sont exprimé.e.s se vérifieront à court, moyen ou long terme.

- Les phénomènes ou solutions observés pendant la crise étaient-ils réellement nouveaux, ou s'agissait-il davantage d'une accentuation, d'une mise en lumière de situations qui existaient déjà ?
- Les pratiques vertueuses découvertes par beaucoup pendant la crise seront-elles pérennes... ou bien s'agira-t-il surtout de redécouvertes par certains de bonnes pratiques déjà bien ancrées ?
- Ces expériences ont-elles permis de créer plus d'inclusion et de partage entre des « catégories » d'habitants, qui souvent ne font que se croiser ?

Sans éluder les difficultés et les fractures révélées, le CDPB a souhaité prendre cet événement comme un révélateur de potentialités et de leviers collectifs qui permettront au territoire d'avancer, de faire d'une crise une opportunité pour aller plus loin. Le CDPB assume ce ton relativement optimiste en décidant de se tourner vers l'avenir, vers ce qu'il est possible d'inventer et de construire. Car il est ainsi au cœur de sa mission : donner du sens à la parole des acteurs et des citoyens, apporter une vision globale, donner à voir ce qui peut **faire « projet »**.

Ces enseignements permettent d'interroger et d'actualiser les travaux menés par le CDPB.

- **Certaines tendances émanant de ce diagnostic citoyen confirment les hypothèses et les propositions déjà exprimées par le CDPB**, invitant à leur donner encore plus de force et d'affirmation.

Par exemple : le déploiement des tiers lieux dans tous les bourgs centres du territoire ; la structuration de la logistique alimentaire ; le développement économique, le tourisme ; la mutation vers des mobilités douces priorisées ; l'urgence de logement abordable et qualitatif ; le développement du territoire transfrontalier ; la nécessité d'un projet social de territoire ; la co-construction élus / société civile, etc.

- **D'autres gagnent en importance ou constituent de véritables évolutions, et invitent à une mobilisation du CDPB et des acteurs du territoire** (institutions, monde économique, social, associatif...) pour les inscrire à l'agenda des prochains travaux.

Par exemple : l'organisation du télé-travail généralisé ; la prise en compte de l'aménagement de l'hyper-proximité, de la nature et des espaces collectifs ; la réinvention du quartier rural et urbain ; la prise en charge collective des plus vulnérables...